



Réunion du groupe-pays Burkina Faso

Jeudi 23 février 2023 (10h-11h30)

En visioconférence

Compte-rendu (synthèse)

Introduction

Bruno Belin, Sénateur et conseiller départemental de la Vienne, Président du groupe-pays Burkina Faso



Réunion du groupe-pays pour faire un point sur la situation. Récurrences dans les médias de descriptions d'un sentiment anti-français dans le pays, une situation sécuritaire très dégradée et une pression des groupes djihadistes qui soulèvent des interrogations pour les collectivités. Les prises de parole d'intervenantes basées à Ouagadougou devraient permettre d'y voir plus clair et de mieux comprendre.

Eclairages sur le contexte au Burkina Faso et la relation bilatérale

Fanny Noaro-Kabré, correspondante de TV5 Monde et Radio France au Burkina Faso

- *Situation politique* : le putsch du capitaine Traoré en septembre 2022 a été justifié par le fait que :
 - la situation sécuritaire ne s'est pas améliorée depuis le premier putsch militaire de janvier opéré par le colonel Damiba,
 - le colonel Damiba commençait à avoir des considérations d'ordre politique alors que l'aspect sécuritaire prime, d'où la nécessité d'après les putschistes de maintenir un « chef de guerre ».
- Depuis janvier, la vie politique est relativement à l'arrêt, les partis politiques suspendus et les rassemblements interdits, le mot d'ordre étant « l'unité derrière la patrie » en raison de la situation sécuritaire. Population plutôt en soutien du capitaine Traoré qui jusqu'ici n'a pas fait de « faux pas ».
- Le Burkina Faso est souverain ; les autorités ont souligné leur souhait de **diversifier les partenariats**. Il y a des relations avec la Russie mais Wagner n'est pas présent dans le pays. Quant à la relation avec la France, la remise en question de la politique française et de la



présence militaire ne signifie pas un rejet de la France. L'ouverture à d'autres partenariats ne signifie pas une rupture complète avec la France.

- Situation sécuritaire : doublement en 2022 du nombre de victimes, avec +4000 victimes. 10 sur 13 régions régulièrement touchées par des attaques terroristes. 2 millions de déplacés
- Une situation sécuritaire fluctuante selon les zones. Par exemple, la situation autour de Ouahigouya s'est nettement dégradée en fin d'année 2022. Une situation qui peut évoluer suivant les mouvements des groupes terroristes. 2 unités se distinguent : l'Etat islamique au Grand Sahara, plutôt au nord et nord-est ; le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), affilié à Al-Qaïda au Maghreb islamique dans les autres zones.
- Choix du Capitaine Traoré du « tout sécuritaire », avec de nombreuses opérations militaires entraînant une réponse des groupes terroristes qui veulent montrer leur suprématie.
- Ouagadougou reste une « bulle » relativement isolée des attaques terroristes.
- Difficultés économiques, avec un taux d'inflation annoncé de 15% au Burkina en 2022 contre 4% l'année précédente.
- Relation France-Burkina Faso : point de bascule lors du 2^e putsch militaire de septembre, au cours duquel le Président Damiba aurait trouvé refuge auprès des militaires français. Cela a conduit à des manifestations de rue et aux attaques d'institutions françaises (Ambassade, consulat, Institut français). Rappel de l'Ambassadeur, avec lequel le dialogue n'était plus assez fluide d'après les autorités burkinabè. Retrait officiel en février 2022 des forces spéciales françaises, qui pourrait apaiser les tensions.
Ces tensions sont à distinguer des relations entre individus ; il n'y a pas de danger direct pour les Français à Ouagadougou. **Les échanges physiques avec les partenaires peuvent se dérouler à Ouagadougou : un moyen alternatif face à l'impossibilité de se rendre dans les communes partenaires.**

Amélie Guiot-Zimmermann, Conseillère de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France au Burkina Faso

- Relations diplomatiques France-Burkina (compléments) : période de turbulences. Les manifestations d'octobre 2022 ont causé beaucoup de dégâts matériels ainsi qu'un certain traumatisme suite à l'attaque des institutions françaises. Le SCAC a ensuite été réduit de 60% de ses effectifs expatriés.
- A ce stade pas de « crise diplomatique » entre les deux Etats. Une situation différente de celle du Mali :
 - o Rappel de l'Ambassadeur, et non exclusion
 - o Pas d'intention de bannir les financements français comme c'est le cas au Mali,
 - o Pas de prise de position des autorités politiques contre la France.
- Position du MEAE : respect des décisions souveraines / nouvelles orientations du Burkina.
- Si la coopération militaire a pris fin avec le renvoi des effectifs militaires (opération « Sabre »), ce n'est pas le cas de la **coopération civile qui reste une composante importante**. A titre d'illustration, l'Ambassade a la même capacité d'action qu'en 2022 (environ 20 millions d'euros en gestion directe par le poste diplomatique, sur le plan humanitaire et pour le développement).

- Dans ce contexte difficile, le **MEAE encourage d'autant plus les coopérations décentralisées. Des partenariats qui se mesurent en années ou dizaines d'années, qui représentent l'aspect structurel de la relation franco-burkinabè lorsque les turbulences sont envisagées comme étant conjoncturelles. L'Ambassade peut appuyer les collectivités sur le plan technique** (accompagnement, conseils d'ordre technique, humanitaire ou sécuritaire, ou pour l'adaptation des partenariats) **et financier, dans la mesure de ses moyens.** Expertise et connaissance des acteurs terrains qu'elle peut recommander.
- Déplacements et missions : consulter la rubrique « conseils aux voyageurs du site du MEAE, souvent actualisée en raison de la volatilité de la situation. A ce jour, seules les villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso figurent en orange (le reste de la carte en rouge, y compris les environs de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso).
- Risques très élevés sur la sécurité physiques des élus et agents des collectivités en cas de déplacements terrain. Une vigilance à avoir également sur l'exposition des partenaires : leur intégrité physique est menacée lorsqu'ils mènent des actions qui déplaisent aux groupes armés. Sensibiliser les partenaires vis-à-vis de leurs déplacements et activités.
- Aide d'urgence / humanitaire : les besoins type humanitaire sont considérables (eau, nourriture, abris d'urgence, éducation...). Dans certains cas, il peut être nécessaire pour les coopérations décentralisées d'adapter les pratiques / les actions : par exemple, réaliser ou réhabiliter un forage peut attirer les violences de groupes armés dont le but est précisément de couper les ressources dans certains villages => une stratégie du « ne pas nuire » à adopter (issue de l'humanitaire)
- Si les contacts avec les collectivités partenaires ne sont plus possibles ou si les collectivités françaises souhaitent apporter une aide d'urgence, l'Ambassade peut les mettre en relation avec les organismes pertinents sur place (ex : Croix rouge burkinabé). En ayant plutôt recours à des associations locales, dans une logique de localisation de l'aide.

Actualités des coopérations

Epernay - Fada N'Gourma

Fin 2022 : accueil d'une délégation à Epernay pour une formation dans l'agriculture

Châtelleraut - Kaya

- Programme eau & assainissement et gestion des déchets dans 19 villes du Burkina Faso (programme « villes durables » Union européenne)

- Proposition de partager au sein du groupe-pays une **liste d'ONG et consultants** pouvant accompagner les projets, avec lesquels les collectivités françaises collaborent

Métropole de Lyon - Ouagadougou

- Fêtera les 30 ans de la coopération en 2024
 - Mission à Lyon en février 2022 du Directeur des Relations internationales de la ville de Ouagadougou : exposition de la situation à Ouagadougou
 - Souhait de la diaspora burkinabé à Lyon de fournir de l'aide matérielle
 - FICOL en cours sur le thème des finances locales à Ouagadougou

Linselles - Zogoré

- Aide alimentaire pour enfants scolarisés déplacés à Ouahigouya

pS-Eau et réseau Actea

- Production d'une note « Nexus Urgence Développement dans le cadre de la crise humanitaire au Burkina Faso » : <https://www.pseau.org/outils/biblio/resume.php?d=10794&l=fr>

- Proposition de **note de plaidoyer** émanant du groupe-pays à destination notamment des bailleurs pour rassurer et distinguer les cas malien et burkinabè

Fosses - Kampti

- Mission programmée fin février pour renouveler le Plan de développement local.
Rencontres programmées à Ouagadougou

ACAD

- Clôture de la coopération avec Moussoudougou décidée par les élus en raison des difficultés à effectuer des déplacements et maintenir les liens
- Poursuite coopération avec Bingo : adduction d'eau, assainissement scolaire
- Appui sur des bureaux d'études et entreprises bien connues pour poursuivre les projets

Appel à projets de la DAECT

Lien vers les appels à projets et le calendrier 2023 : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des-collectivites-territoriales/financer-mes-projets-de-cooperation-decentralisee/>

Point d'étape du programme Récap'Alimentaire Burkina Faso

Mission technique de CUF à Ouagadougou en janvier-février 2023. Objectif de la mission et photos en ligne : <https://cites-unies-france.org/Programme-Recap-Alimentaire-Burkina-une-premiere-formation-au-Burkina-Faso-du>

Synthèse et prochaines étapes

Décisions prises :

- ➔ Partager avec CUF les ONG et consultants locaux sollicités par les collectivités françaises pour la mise en œuvre des projets au Burkina Faso (contact : Lucas Giboin)
- ➔ Note de plaidoyer à venir à destination des bailleurs de fonds

Prochaine rencontre du groupe-pays Burkina Faso à Chambéry

- Proposition pour la prochaine rencontre groupe-pays Burkina Faso : **vendredi 16 juin à Chambéry**, en marge du festival Lafi Bala organisé par la Ville de Chambéry
- Samedi 17 samedi se tiendra une conférence grand public, avec parmi les intervenants pré-identifiés Marc-Antoine Pérouse de Montclos

